

« LE MEILLEUR DECHET EST CELUI QUE L'ON NE PRODUIT PAS ».
UNE ANALYSE DES PRATIQUES DES MÉNAGES ET DES DISCOURS PUBLICS
EN MATIERE DE PREVENTION DU GASPILLAGE¹

DOMINIQUE ROUX, UNIVERSITE DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE,
LABORATOIRE REGARDS, EA 6292

Alors que la littérature sur le gaspillage alimentaire tente de cerner les raisons pour lesquelles on en arrive à jeter de la nourriture (Abeliotis et al., 2014 ; Le Borgne et al., 2016 ; Porpino 2016), peu est dit sur le gaspillage d'objets dont les volumes collectés tiennent actuellement lieu de mesure, mais aussi de signe d'inquiétude (ADEME, 2016a). Selon l'Agence de la transition écologique (ADEME), 30 millions de tonnes de déchets sont en effet produits « en routine » sous la forme d'ordures ménagères en mélange et de déchets encombrants collectés sélectivement en porte-à-porte ou en apport volontaire (ADEME, 2016a). Bien que les ordures ménagères ne représentent que 8,6 % des volumes annuels produits, ces déchets sont estimés à 458 kg par habitant (ADEME, 2016a), ce que l'Agence souhaiterait voir décroître progressivement.

Une telle appréhension du gaspillage d'objets par le déchet – c'est-à-dire l'aval de la consommation – est toutefois incomplète. En effet, elle ne tient compte que de leur récupération et ne saisit pas les causes qui le produisent, à quel moment et pourquoi. Aussi notre objectif vise en premier lieu à explorer comment le gaspillage d'objets est généré par les individus dans leur vie quotidienne et quel sens ils donnent à ce terme dans leurs activités. Il s'agit de comprendre quelles circonstances les conduisent à gaspiller, si et de quelle manière ils se sentent concernés. Compte tenu des efforts de sensibilisation au gaspillage réalisés par l'ADEME au travers de sa communication, un deuxième objectif cherche également à confronter ce que les consommateurs font avec les préconisations de l'ADEME. Avec comme perspective publique de saisir, mais aussi de freiner et d'enrayer le gaspillage d'objets, plusieurs questions sont soulevées dans cette recherche : quelles sont les activités et les circonstances qui produisent du gaspillage dans la vie des ménages ? Quels objets sont gaspillés et pourquoi ? Comment les individus reconnaissent-ils

¹ A paraître dans J.M. Church (ed.), Le rôle des SHS dans la recherche pour le développement durable, les Editions et presses universitaires de Reims.

gaspiller ? Comment identifient-ils le gaspillage au travers de leurs activités de consommation ? Par ailleurs, face à la conscientisation du gaspillage alimentaire que les discours de l'ADEME ont amorcée, quel regard les individus portent-ils sur ces discours publics ? S'ajustent-ils à leurs pratiques et sinon pourquoi ?

Ce que gaspiller veut dire

Les approches du gaspillage se sont jusqu'ici majoritairement focalisées sur le domaine alimentaire. Dans ce contexte, est dite gaspillée « toute nourriture destinée à la consommation humaine qui, à une étape de la chaîne alimentaire, est perdue, jetée, dégradée » (ADEME, 2016b, p. 3). La dimension morale, sinon religieuse attachée à cette question (Bolton et Alba, 2012) a en effet conduit les acteurs institutionnels à faire de ce sujet une priorité (ADEME, 2016b). Du fait de sa durée de conservation limitée, la question de la périssabilité des produits alimentaires se révèle donc cruciale (Evans, 2012). Pour des objets durables en revanche, la question ne se pose pas, raison pour laquelle le gaspillage des matières inorganiques a été négligé jusqu'ici.

En filigrane pourtant, la thématique du gaspillage apparaît dans les réflexions sur l'obsolescence, technique ou psychologique, des objets (Cooper, 2008). En évoquant la dépréciation induite par des pratiques qui réduisent la durée de vie des produits (ADEME, 2012) et/ou aboutissent à en diminuer le réemploi (Durif et al., 2014 ; Roster et Richins, 2009), les travaux abordent de façon incidente la question du gaspillage. Delacroix et al. (2017) en posent plus clairement les fondements en explorant la manière dont le terme est défini par les individus et quelles représentations sociales ils lui attachent. Les auteurs montrent ainsi que gaspiller n'est pas seulement détruire, mais également faire un usage sous-optimal de produits qui, soit ne sont pas utilisés « jusqu'au bout », soit demeurent inutilisés alors qu'ils pourraient encore servir. De même que dans les travaux sur le gaspillage alimentaire où la question morale est largement évoquée (Abeliotis et al., 2014 ; Le Borgne et al., 2016 ; Parizeau, Von Massow et Martin, 2015 ; Quedsted et al., 2013 ; Watson et Meah, 2012), les auteurs mettent au jour des notions d'excès, de manque de contrôle et d'absence de réflexion qui affleurent dans les représentations du gaspillage des objets (Delacroix et al., 2017). Pour autant cette étude, de même que celles conduites sur les déterminants socio-démographiques ou psychologiques du gaspillage alimentaire (Abeliotis et al., 2014 ; Quedsted et al., 2013), se contentent de décrire des comportements ou des représentations, dont elles n'analysent pas les ressorts. Elles mobilisent par ailleurs des méthodologies quantitatives et déclaratives basées sur des discours recueillis à distance des situations où se déploient les

comportements étudiés. En résultent des approches décomposées, peu à même de rendre compte de l'imbrication des éléments normatifs, matériels et socio-symboliques qui aboutissent à la compréhension du processus de gaspillage des objets.

Appréhender le gaspillage des objets par les pratiques domestiques et via les discours publics

Inspirée par le travail d'Evans (2012) sur la production du gaspillage alimentaire dans le domaine culinaire, notre recherche s'appuie sur la « théorie des pratiques » (Reckwitz, 2002 ; Schatzki, 1996, 2002 ; Shove, Pantzar et Watson, 2012). S'opposant à une vision individuelle et délibérative des activités humaines, comme à des approches qui considèrent ces dernières comme strictement déterminées par des structures sociales et symboliques, l'approche par les pratiques s'intéresse aux façons de « faire » et de « dire » qui se diffusent dans le corps social en « recrutant » les individus qui les mettent en œuvre. Différentes des comportements, les pratiques s'incarnent dans des significations, des compétences et des objets qui se combinent de manière plus ou moins consciente et routinière (Dubuisson-Quellier et Plessz, 2013 ; Shove, Pantzar et Watson, 2012). C'est donc au travers d'une série d'activités domestiques – cuisiner, se vêtir, s'occuper d'un enfant, écouter de la musique, etc. – qui chacune portent des significations sociales particulières, requièrent des compétences spécifiques et engagent une série d'objets et d'infrastructures qui les soutiennent que nous appréhendons le gaspillage en (et au travers des) pratique(s). Nous prêtons également attention à la place qu'occupent ces objets dans l'espace qui « dit » l'usage qui en est fait, selon que l'objet est au cœur ou à distance de l'activité étudiée. Au final, nous cherchons à comprendre comment, quand et pourquoi les pratiques ordinaires et les routines quotidiennes (Schatzki, 1996 ; Warde, 2005) produisent ce que les individus perçoivent et reconnaissent comme du gaspillage, comment celui-ci s'exprime et quels sentiments en découlent.

La recherche s'est déroulée en deux étapes. Dans une première phase, des observations ont été conduites au domicile de 21 répondants auxquels, dans une ou plusieurs pièces de leur logement, il était demandé de décrire les objets présents, la pratique dans lesquels ces objets s'insèrent puis, de proche en proche, ceux qui rangés ou stockés, ne servent pas ou plus. Pour chaque type de pratique, l'entretien visait à faire expliciter les raisons pour lesquelles les objets ont été acquis, existant le cas échéant en plusieurs exemplaires, sont éventuellement renouvelés, fonctionnent ou non ; leur usage (actuel ou passé) ; leur destination en cas de non usage

(« placardisation », don, débarrassage) ; les motifs de leur déclassement ainsi que les sentiments éprouvés à l'égard de la situation observée (satisfaction, regrets) ; et enfin, la manière dont les répondants perçoivent ou non du gaspillage au sein de leurs pratiques.

Les entretiens ont été enregistrés ou filmés selon le cas. Les profils ont été sélectionnés en introduisant de la variance en termes d'âge (de 23 à 82 ans, 42 ans en moyenne), de genre (5 hommes et 16 femmes), de situation familiale (7 célibataires, 4 en couple, 10 en famille), d'occupation (4 étudiant.e.s, 11 salarié.e.s, 6 retraité.e.s), de zone géographique (7 en région parisienne et 14 en province), d'origine socio-culturelle (7 répondants ont des attaches familiales hors de France) et de pratiques étudiées (se vêtir, se maquiller, s'occuper d'un enfant, cuisiner, écouter de la musique). Le corpus a été retranscrit et analysé en repérant les significations et engagements que les répondants attribuent à ce qu'ils font des/avec les objets, aux savoirs et compétences mobilisés dans les activités auxquelles ces objets participent et aux représentations qui leur sont associées.

Dans une seconde phase, nous avons analysé la manière dont l'ADEME communique sur le gaspillage au travers d'une série de 24 documents – guide pratiques, infographies, études et rapports, affiches et pages web – produits entre 2012 et 2019 à destination du « consommateur-citoyen » sur la question des « déchets » ou les manières de « consommer autrement ». Ce corpus de 149 pages a fait l'objet d'une analyse automatisée des données textuelles² afin d'en extraire les principaux champs de discours. Nous présentons dans une première partie la façon dont les consommateurs appréhendent le gaspillage dans leurs pratiques avant de les confronter au travail d'orientation des conduites visé par l'ADEME dans ses supports de communication. Nous concluons sur l'articulation des discours avec les pratiques en pointant les raisons de ces écarts.

Le gaspillage des ménages en pratique(s)

Le gaspillage naît entre deux moments : le premier où l'objet bascule de l'acquisition au non-usage, et le second où le non-usage conduit au débarrassage.

Diverses circonstances font basculer les objets de l'acquisition au non-usage. La première est le cadeau. Certains répondants disent ne savoir que faire d'un objet qui leur a été offert et ne leur correspond pas. Ces « cadeaux ratés » (Roster, 2006) engendrent un gaspillage involontaire car ils ne peuvent être cédés sans risque de froisser l'offreur. Une deuxième circonstance, assez

² Nous avons utilisé pour cela le logiciel libre Iramuteq (sous R)

similaire à la première (dans le sens où l'objet n'a pas été nécessairement choisi), est celle de l'héritage. Recevoir le legs de ses aînés peut en effet se révéler lourd à porter, d'autant que le légataire possède souvent déjà une grande partie des objets domestique d'usage courant dont il hérite. Lorsque les objets ont été délibérément choisis, une troisième forme de gaspillage découle du fait de recourir à l'achat de manière « réflexe », sans réaliser un inventaire même minimal de l'existant. Certains répondants reconnaissent ainsi se précipiter au supermarché pour acheter un objet dont ils réalisent ensuite qu'ils le possédaient déjà. L'importance accordée à une pratique – par exemple cuisiner ou travailler sur ordinateur – conduit également des individus à acheter en double et préventivement un matériel – une balance de cuisine, un ordinateur et même un réfrigérateur – dont ils ne sauraient se passer en cas de panne. En raison d'une expérience antérieure de perte ou par crainte anticipée d'un manque, ils se prémunissent contre une occurrence ne se (re)produit souvent pas ou plus, tandis que le matériel de remplacement devient lui-même obsolète. L'obsolescence technique ou psychologique est également une cinquième circonstance de déclassement des objets, lesquels sont remplacés par de nouvelles technologies plus performantes ou un goût plus contemporain, bien que leur fonction de base ne soit pas fondamentalement altérée. Une sixième circonstance résulte, de manière assez banale, de la mise à l'épreuve de l'objet dans la pratique. Ce que le marketing avait rendu désirable se révèle parfois décevant à l'usage, soit que les performances de l'objet soient inférieures aux attentes qu'il a créées, soit que les compétences de l'utilisateur ne s'y ajustent pas. Enfin, des changements de vie peuvent aboutir à un déclassement définitif des objets, qu'il s'agisse d'activités révolues – par exemple les vêtements de grossesse ou le matériel de puériculture qui ne serviront plus –, de modifications corporelles qui périment une garde-robe ou de l'altération des facultés cognitives de la personne âgée qui rétrécissent son champ d'action et de compétences.

Le deuxième moment du gaspillage se produit lorsque les individus doivent se séparer de leurs objets. Nos résultats montrent que ceux-ci ne sont évacués du domicile que sous l'effet d'une nécessité, par exemple lors d'un déménagement, d'un divorce, d'un manque de place ou de travaux qui imposent temporairement de faire place nette et questionnent *de facto* l'usage, voire l'encombrement de l'espace. De fait, s'il n'y a pas d'exigence impérieuse de s'en séparer, les objets stagnent dans l'univers domestique – au plus près dans les placards, au plus loin dans les garages, les caves, les greniers – avant qu'une circonstance ultérieure ne conduise à leur débarrasement. Les observations filmées dévoilent de manière très explicite de tels mouvements de déclassement.

Les trajectoires spatiales des objets pointent les endroits « chauds » où se déroule la pratique et les endroits « froids » du stockage et de l'attente. On retrouve également le même inconfort moral à jeter que celui précédemment noté à propos du gaspillage alimentaire et la mise au jour d'un manque d'infrastructures pratiques pour faire circuler ce qui ne sert plus. Les répondants expriment en effet un désir de donner, plutôt que de vendre, sans trouver nécessairement de solutions rapides, commode et fiables pour faire circuler leurs objets, hormis le trottoir les jours d'encombrants qui offre parfois à ces derniers la perspective d'une deuxième vie (Roux et Guillard, 2016).

Discipliner le consommateur et le marché par le discours public

L'analyse du corpus de préconisations de l'ADEME par le logiciel Iramuteq fait ressortir trois principaux ensembles de discours, contrastés par leur distance sémantique inter-classe et leur proximité intra-classe (Reinert, 1983).

La première classe de discours regroupe près de la moitié des occurrences et se distingue nettement des deux autres classes, plus proches sémantiquement. Elle porte globalement sur les *pratiques de consommation des ménages* auxquelles s'adressent plus spécifiquement trois types de documents : les « guides pratiques », les « infographies » de synthèse et le site internet « que faire de mes déchets ? ». Le mot le plus significatif associé à cette classe de discours est le « déchet » – ce que produisent *in fine* les ménages au travers de leurs pratiques de consommation –, suivi du mot « ordure ». On note corrélativement l'abondance des pronoms possessifs (« mon », « ma », « mes », « votre », « vos », « nos ») qui marquent l'attribution aux individus des comportements ou des choses dont il est question. Les « faire » pointés par cette classe de discours se déclinent en une série de verbes dont certains ont trait à des comportements indésirables (« jeter », « consommer », « acheter »), mais aussi, et en plus grande proportion, à des « gestes » encouragés par ces efforts de communication (« recycler », « trier », « utiliser moins », « éviter », « fabriquer », « choisir »). Une grande partie du lexique de cette classe porte également sur le bon usage de certains produits pour lesquels des conseils (attestés par l'occurrence « comment » du site web « que faire de mes déchets ? ») sont prodigués. Il s'agit en particulier du « vêtement », du « textile », du « papier », de l'« ordinateur » mais aussi des « emballages » et des matériaux ou « substances » dont la nocivité environnementale peut être problématique (« plastique », « métal », « produits chimiques ») ou dont d'autres alternatives sont encouragées (le « recyclable »). Visant à promouvoir le « tri », ces discours font également mention des dispositifs de « collecte » comme

la « poubelle » ou de « stockage » comme la « déchèterie », tout en insistant sur la volumétrie du gaspillage (« poids », « tonne », « kg ») produite par la consommation.

La deuxième classe de discours représente un quart des occurrences et peut être résumée par la volonté étatique de *prévention amont du gaspillage*. On y note une surabondance de substantifs dont les plus significatifs sont « durée » de « vie », « affichage environnemental », « durabilité », « allongement », « obsolescence », « conception » des « produits », « action », « prévention », « valeur », « gain ». On y remarque en revanche la faible présence des verbes, lesquels portent principalement sur des modes d'action publique comme « programmer », « présenter », « développer », « viser ». Cette classe décrit sans ambiguïté le travail mené par l'Etat sur l'allongement de la durée de vie des produits et la lutte contre l'obsolescence programmée. Figurent également dans ce lexique les modalités d'« analyse », d'« évaluation », de « définition » et de proposition de « pistes » de « travail » propres à l'action publique dans la prévention du gaspillage, et portant notamment sur des « mesures » d'« impact », l'établissement de « critères » et de « propositions » susceptibles de fournir un « cadre » « normatif » ou législatif (« loi ») à différents niveaux (« national » et « européen »).

Enfin, la dernière classe de discours, sémantiquement plus proche de la précédente que de la classe 1, regroupe le dernier quart des occurrences. Là où la deuxième classe marque la nécessité d'améliorer en amont la qualité des produits offerts sur le marché, cette dernière décrit la volonté, en aval, d'en allonger l'usage. Les mots les plus significatifs sont « réparation », « réparateur », « réparer », « pièce » « détachée », « panne », « garantie », « formation », « autoréparation », « réutilisation », ceci afin de limiter le « renouvellement » des produits. Sont concernés par la question le « consommateur » ou le « client » confronté aux défaillances des produits, notamment le « véhicule », mais aussi le « professionnel », le « fabricant », voire l'« assureur ». Les questions de « prix » ou de « coût » du « déplacement » qui constituent des freins ou des « difficultés » majeures de la réparation (Roux, 2016) soulignent la nécessité d'un « développement » portant sur « davantage » de « services » mais aussi une plus grande « qualité » des produits et de l'« information » fournie au consommateur.

Au final, deux faits majeurs ressortent de ces recommandations. En premier lieu, sur l'ensemble des informations délivrées au public, seule une moitié porte sur les pratiques de consommation. Cela ne veut pas dire que les orientations de l'Etat en matière de conception – en amont – et de réparation – en aval – sont inutiles, mais elles ne concernent le consommateur qu'à

titre de futur bénéficiaire – et jusque-là souvent de victime – des dispositions envisagées. En second lieu, les discours portant sur les pratiques de consommation sont construits autour d'une double logique : d'une part agir sur les comportements par le biais d'une série d'injonctions portées par des verbes d'action « vertueuse » (« recycler », « trier », « utiliser moins », « éviter », « choisir ») ; d'autre part, appliquer ces logiques à des produits ou des matières utilisées dans la vie de tous les jours. En résumé, les discours de l'ADEME tendent à rationaliser le rapport des individus à leurs objets en les invitant à focaliser leur attention sur chaque décision qui les concerne, depuis l'achat jusqu'à leur destinée finale.

Quand dire n'est pas faire : trois perspectives pour ne pas conclure

La confrontation du discours public aux pratiques des ménages fait ressortir un certain nombre de désalignements des premiers par rapport aux secondes. En dépit du fait que l'ADEME vise à conseiller les consommateurs sur les meilleures pratiques de consommation, voire de non-consommation ou à défaut d'usage optimisé des produits, l'Agence ne parle pas le même langage que les individus. Elle voit les objets comme non plus comme des instruments au service d'une activité domestique – cet ustensile qui va servir à cuisiner – ou d'un réseau de socialités – cette cocotte-minute dont on a hérité ou ce robot de cuisine qu'on nous a offert – mais comme une ressource dont l'investissement doit être évité, le choix soigneusement soupesé (en regardant ses performances environnementales plutôt que son prix), l'usage optimisé (s'en servir et le réparer si besoin, le donner ou le vendre s'il ne sert plus), et le recyclage assuré. Or une série d'éléments font défaut. D'une part, cette vision gestionnaire ne correspond pas aux façons très prosaïques de « faire » de l'individu, dont la vie est rythmée par des routines d'action qui ont leurs finalités propres et leurs socialités particulières. Par exemple, il est très difficile de renoncer à offrir des cadeaux neufs (Guillard, Guiot et Roux, 2013), ou de débarrasser une société baignée par des décennies d'hygiénisme (Cooper, 2008 ; Strasser, 2000), de consumérisme (Daumas, 2018 ; Kilbourne, McDonagh et Prothero, 1997 ; Lucas, 2002), d'individualisme possessif (Macfarlane, 1978), et d'accélération (Rosa, 2010) de certains réflexes consommatoires en les remplaçant par d'autres (emprunter, partager, louer, échanger localement, etc.) (Belk, 2007, 2010 ; Botsman et Rogers 2010). De plus, les discours des consommateurs montrent que les infrastructures de remise en circulation des produits sont insuffisantes, y compris du côté des acteurs associatifs devenus plus exigeants (Parsons, 2004), ce dont atteste le rôle palliatif joué par l'espace public (Roux et

Guillard, 2016 ; Roux, Guillard et Blanchet, 2018). Enfin, la dénaturalisation des pratiques de consommation passe par l'acquisition de nouvelles compétences en matière de gestion des biens domestiques. Comme le montrent les travaux sur le tri des déchets (Fournier-Schill, 2014), cette simple pratique nécessite que les citoyens soient informés et formés à des gestes nouveaux qui leur sont demandés et qui ne vont pas de soi. Il convient que la puissance publique prenne la mesure de l'apprentissage nécessaire à l'acquisition de ces nouveaux réflexes et travaille à les développer en tenant compte de leurs significations sociales. Sans attention sérieuse portée aux infrastructures et aux compétences, la prévention du gaspillage pourrait donc continuer à n'être qu'un discours sans réalité concrète.

Références bibliographiques

- Abeliotis K. Lasaridi K. et Chroni C. (2014), Attitudes and behaviour of Greek households regarding food waste prevention, *Waste Management & Research*, 32(3): 237-240.
- ADEME (2016a), Déchets. Chiffres-clés, Edition 2016. Paris: ADEME.
- ADEME (2016b), Pertes et gaspillages alimentaires : l'état des lieux et leur gestion par étapes de la chaîne alimentaire, mai, Paris: ADEME. <http://www.ademe.fr/etat-lieux-masses-gaspillages-alimentaires-gestion-differentes-etapes-chaine-alimentaire>
- Belk R.W. (2007), Why Not Share Rather Than Own?, *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 611(1): 126-40.
- Belk R.W. (2010), Sharing, *Journal of Consumer Research*, 36(5): 715-734.
- Bolton L.E. et Alba J.W. (2012), When less is more: Consumer aversion to unused utility, *Journal of Consumer Psychology*, 22(3): 369-383.
- Botsman R. et Rogers R. (2011), *What's Mine is Yours: How Collaborative Consumption is Changing the Way We Live*, Londres: Harper Collins.
- Cooper T. (2008), Challenging the 'Refuse Revolution': War, Waste and the Rediscovery of Recycling, 1900–50, *Historical Research*, 81(214): 710-731.
- Daumas J.C. (2018), *La révolution matérielle. Une histoire de la consommation, France XIXe-XXe siècle*, Paris: Flammarion.
- Delacroix E., Guillard V., Johnson G. et Roux D. (2017), Au-delà du gaspillage alimentaire : une analyse des représentations du gaspillage non-alimentaire, *33ème Colloque International de l'Association Française du Marketing*, Tours.

- Dubuisson-Quellier S. et Plessz M. (2013), La théorie des pratiques Quels apports pour l'étude sociologique de la consommation ?, *Sociologie* 4(4). <https://sociologie.revues.org/2030>, consulté le 4/12/2017.
- Durif F., Kréziak D., Prim-Allaz I. et Robinot E. (2014), L'obsolescence ou les raisons du remplacement d'un bien durable : proposition d'une échelle de mesure, *Actes du 30^{ème} Congrès International de l'Association Française du Marketing*, Montpellier.
- Evans D. (2012), Beyond the throwaway society: ordinary domestic practice and a sociological approach to household food waste, *Sociology*, 46(1): 41-56.
- Fournier-Schill M. (2014), Analyse d'une pratique sociale en construction : le cas du tri des déchets dans la famille. Thèse de doctorat en Sciences de gestion, Université de Lille 2.
- Guillard V., Guiot D. et Roux D. (2013), Et si j'offrais un cadeau d'occasion ? : une (re)négociation des conventions du cadeau neuf, *12^{èmes} Journées Normandes de Recherche sur la Consommation*, Caen, 28 et 29 novembre.
- Kilbourne, WE., McDonagh P. et Prothero A. (1997), Sustainable Consumption and the Quality of Life: A Macromarketing Challenge to the Dominant Social Paradigm, *Journal of Macromarketing*, 17(1): 4-25.
- Le Borgne G., Sirieix L., Forgeau F., Costa S. et Vo Ngoc Gagneux C. (2016), Les internautes face au gaspillage alimentaire : entre préoccupation et scepticisme, *Décisions Marketing* 81: 61-80.
- Lucas G. (2002), Disposability and Dispossession in the Twentieth Century, *Journal of Material Culture*, 7(5): 5-22.
- Macfarlane A. (1978), *The origins of English individualism: The family, property, and social transition*, Oxford: Basil Blackwell.
- Parizeau K., Von Massow M. et Martin R. (2015), Household-level dynamics of food waste production and related beliefs, attitudes and behaviors, *Waste Management*, 35: 207-217.
- Parsons E. (2004), Charity shop managers in the UK: becoming more professional?, *Journal of Retailing and Consumer Services*, 11(5): 259-268.
- Quested T.E., Marsh E., Stunell D. et Parry A.D. (2013), Spaghetti soup: The complex world of food waste behaviours, *Resources, Conservation and Recycling*, 79: 43-51.
- Porpino G. (2016), Household Food Waste Behavior: Avenues for Future Research, *Journal of the Association for Consumer Research*, 1: 41-51.

- Reckwitz A. (2002), Toward a theory of social practices: A development in culturalist theorizing, *European Journal of Social Theory*, 5(2): 243-263.
- Reinert M. (1983), Une méthode de classification descendante hiérarchique : application à l'analyse lexicale par contexte, *Les Cahiers de l'Analyse des Données*, 8(2): 187-198.
- Rosa H. (2010), *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris : La Découverte.
- Roster C.A. (2006), Moments of Truth in Gift Exchanges: A Critical Incident Analysis of Communication Indicators Used to Detect Gift Failure, *Psychology & Marketing*, 23(11): 885-903.
- Roster C.A. et Richins M.L. (2009), Ambivalence and attitudes in consumer replacement decisions, *Journal of Consumer Psychology*, 19(1): 48-61.
- Roux D. (2016), Obsolescence : ce qu'en disent les consommateurs, Décideurs'Lab du programme MOVIDA (ADEME / MEDDE), Paris, 4 avril, DOI: 10.13140/RG.2.1.4246.8724.
- Roux D. et Guillard V. (2016), Circulations d'objets entre étrangers dans l'espace public : une analyse des formes de socialité entre déposeurs et glaneurs, *Recherche et Applications en Marketing*, 31(4): 30-49.
- Roux D., Guillard V. and Blanchet V. (2018), Of counter-spaces of provisioning: Reframing the sidewalk as a parasite heterotopia, *Marketing Theory*, 18(2): 218-233.
- Schatzki T.R. (1996) *Social Practices. A Wittgensteinian approach to human activity and the social*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Schatzki T.R. (2002), *The site of the social: A philosophical account of the constitution of social life and change*, University Park: Pennsylvania State University Press.
- Shove E., Pantzar M. et Watson M. (2012), *The Dynamics of Social Practice: Everyday Life and How it Changes*, Los Angeles, London, New Delhi, Singapore, Washington DC: Sage.
- Strasser S. (2000), *Waste and Want: A Social History of Trash*, New York: Owl Books.
- Warde A. (2005), Consumption and theories of practice, *Journal of Consumer Culture*, 5(2): 131-153.
- Watson M. et Meah A. (2013), Food, waste and safety: negotiating conflicting social anxieties into the practice of domestic provisioning, *The Sociological Review*, 60: 102-120.